

Barrage sur la route de Petit-Bourg, en Guadeloupe. Avec des revendications qui se sont déplacées du terrain sanitaire au terrain socio-économique, le spectre du blocage de 2009, avec 44 jours de mobilisation contre la « vie chère », plane.

Eric Dessens / JDD / Sipa

L
L
j
c
n
e
p
l'
p
n
r
d
n
d
a
p
r
c
r
ç

L
L
s
a
c
f
h
ç
d
=
j
h
p
i
s
a
d
g
t
p
d
d

Ce qui bloque vraiment en Guadeloupe

Coût de la vie, chômage, incurie locale, inefficacité de l'Etat... La révolte aux Antilles pointe de profondes difficultés sociales et économiques.

Menace de désengagement de la métropole ou coup de pression pour responsabiliser les autorités locales ? L'évocation par le ministre des Outre-mer, Sébastien Lecornu, d'une possible « autonomie » de la Guadeloupe, juste avant son arrivée aux Antilles le 28 novembre, montre que l'heure est grave, deux semaines après le début des blocages et violences, qui se sont aussi propagés en Martinique. C'est l'obligation vaccinale des soignants qui a mis le feu aux poudres, dans une île où les deux tiers des habitants, méfiants, ne sont pas vaccinés. Mais le spectre de la crise

Transferts élevés, résultats minimes

	Guadeloupe	Métropole
PIB 2018 par habitant (en euros)	24 350	35 763
Revenu mensuel 2017 médian (en euros)	1 310	1 700
Taux de chômage 2019 (en %)	20,5 %	8 %
Taux de pauvreté 2017 (en %)	34 %	14 %
Rapport revenus 10% les plus riches / 10% les plus pauvres	4,9 fois	3,3 fois
Transferts nets par habitant 2018* (en euros)	9 100	3 600
Nombre de fonctionnaires pour 1 000 habitants en 2019	95,3	73

*COUT DES SERVICES PUBLICS ET CONTRIBUTIONS SOCIALES - CONTRIBUTIONS ET IMPÔTS DIRECTS DES MÉNAGES
SOURCES : INSEE, FPECO

de 2009, marquée par 44 jours de mobilisation contre la « vie chère », plane. « Les mêmes centrales syndicales ont profité de la grogne pour revenir sur des revendications économiques et sociales, car les problèmes n'ont pas changé », explique Alain Maurin, économiste à l'université des Antilles.

La Guadeloupe sort, en effet, d'une décennie peu glorieuse. Après des années d'investissements dans les services publics et de remontée des prestations sociales, qui avaient permis de réduire (un peu) l'écart de richesse avec l'Hexagone, depuis 2009, le modèle stagne à cause du ralentissement des transferts et du

fort vieillissement de la population. Les jeunes diplômés préfèrent rejoindre la métropole ou l'étranger, la moitié des moins de 25 ans étant au chômage. Et, alors que le secteur public est le premier employeur de l'île, le privé a été incapable de prendre le relais. « *L'étroitesse du marché intérieur limite la concurrence, de nombreux secteurs sont dominés par des oligopolés qui n'incitent pas à la productivité* », décrypte l'économiste Olivier Sudrie. L'économie est peu diversifiée, avec une agriculture subventionnée peu compétitive, et le BTP et le tourisme, impactés de plein fouet par la crise du Covid, mettant sur le carreau de nombreux « jobeurs » exerçant des petits boulots non déclarés.

Lois « fourre-tout »

Des leaders locaux rejettent la faute sur l'Etat, qui multiplie pourtant aides budgétaires et avantages fiscaux. Ainsi, selon Fipeco, site d'information sur les finances publiques, la Guadeloupe est la région française où les transferts nets en faveur des ménages sont les plus élevés. « *L'Etat entre dans le jeu du "toujours plus d'aides"* », déplore un homme d'affaires. *Il faut certes prendre en compte les spécificités insulaires, mais cesser de tenir le système à bout de bras.* » Depuis dix ans, les ministres successifs – une douzaine ! – empilent les textes, sans grande efficacité. La loi de 2012 relative à la régulation économique n'a pas eu l'effet recherché sur les prix de la grande distribution (*lire encadré*). Les gouvernements n'ont pas

L'impossible guerre des prix

Derrière la révolte contre le vaccin, le problème du pouvoir d'achat s'est vite invité dans les émeutes. De fait, selon l'Insee, en 2015, un panier type coûtait 12,5% plus cher en Guadeloupe qu'en métropole, avec un écart de 33% sur les produits alimentaires. La facture double même pour certains articles (*lire ci-dessous*) ! Là où, en métropole, huit grandes enseignes se livrent une guerre des prix, dans les Antilles, deux békés fortunés se partagent le gros du marché : Bernard Hayot et Jean Huyghues-Despointes, propriétaires chacun d'une dizaine de Carrefour.

DES PRODUITS SURTARIFÉS

1 kg de sucre Daddy
1,79 euro au Super U de Pointe-à-Pitre, 0,92 euro au Super U de Nantes Chénaie.

400 ml de shampoing Dop
2,99 euros contre 1,63 euro.

4x50 cl de bière 1664
7,80 euros contre 4,33 euros.

osé toucher à la surrémunération de 40% des fonctionnaires, qui a de forts effets inflationnistes. Et la loi sur l'égalité réelle de 2017, qui ambitionnait de faire converger les niveaux de vie entre métropole et outre-mer, « *est devenue un texte un peu fourre-tout, sans stratégie globale* », critique Olivier Sudrie. Enfin, une loi d'avril 2021 a créé une structure unique de gestion de l'eau qui doit mettre fin aux coupures récurrentes affectant l'île. Défaut d'entretien des infrastructures, prix élevés pour un service médiocre, multiplicité des factures impayées... Le député guadeloupéen LREM Oli-

vier Serva a, dans un rapport, pointé l'incurie du système, entre manque d'assistance technique de l'Etat et contrôle défaillant des élus locaux. « *Ils n'ont pas fait leur travail, mais accusent Paris de tous les maux, nourrissant le ressentiment de la population* », peste un ex-ministre. Les collectivités, soumises à une forte pression sociale et aux habitudes clientélistes, ont leur responsabilité. La chambre régionale des comptes a ainsi épinglé l'opacité des aides aux entreprises du conseil régional et son manque de stratégie économique. **David Bensoussan et Grégoire Pinson**



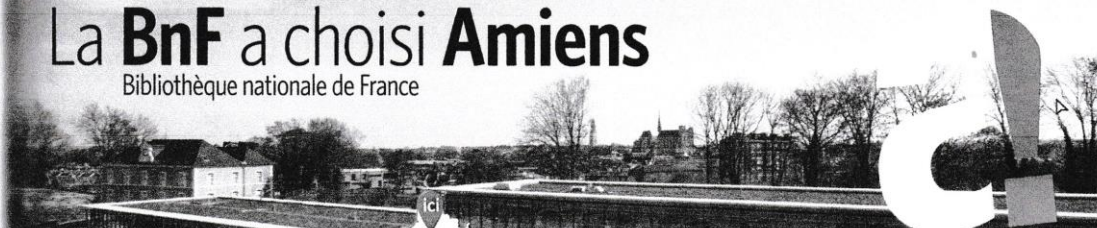
Supermarché en Guadeloupe. Selon l'Insee, le panier alimentaire coûte ici 33% de plus qu'en métropole.

Un espoir pointe toutefois : l'an dernier, Leclerc, roi des prix bas, a débarqué en Guadeloupe et Martinique. Sans effet sur les prix, pour l'instant, mais Michel-Edouard Leclerc explique : « *A cause du Covid, des grèves dans les ports, plusieurs conteneurs se sont retrouvés*

à la benne, nous avons subi des ruptures et n'avons pas pu dérouler nos promotions. » Cependant, entre les frais de personnel plus élevés et les fortes taxes sur les produits importés, les clients du Gosier paieront toujours plus que ceux de Landerneau. **C. B.**

La BnF a choisi Amiens

Bibliothèque nationale de France



amiens.fr/bnf

amiens
NATURELLEMENT